

Philippe Sajhau

Vice-Président Smarter Cities IBM France -Président du groupe des villes au SYNTEC Numérique.

Note reformulée de l'intervention de Philippe Sajhau lors du second colloque Sciences Po « la Cité des Smart Cities » qui s'est tenu le 12 novembre 2015 sur le thème des Smart Cities et de la nouvelle Politique Industrielle Européenne.

Le marché des Smart Cities est bel et bien ancré dans le paysage urbain par le nombre grandissant d'habitants qui vivront dans les villes en Europe en 2020 et qui concentreront 80% de la population. Pour faire face à cet enjeu ainsi qu'à ceux **de villes durables et « où il fait bon vivre »**, la transformation numérique est nécessaire pour supporter la création de nouveaux usages et aider à l'amélioration de métiers qu'opère la ville pour ses habitants.

Ainsi, le potentiel de ce marché représentera 68 milliards d'euros en Europe d'ici 2017 dans des secteurs clés comme l'énergie, les transports, l'eau et les services numériques, qui transcendent les frontières.

La France est un acteur incontournable pour atteindre les objectifs européens par ses entreprises de taille mondiale comme ENGIE, Veolia ou EDF et son tissu extrêmement dynamique de start-ups, animé par la French Tech (la BPI a d'ailleurs décidé de créer un fonds dédié aux start-ups positionnées sur le marché des Smart Cities).

Côté numérique Orange et IBM France, et l'ensemble des sociétés de services ont aussi concentré des ressources et actions sur ce marché.

La Commission Européenne oriente sa politique pour satisfaire 11 objectifs stratégiques autour de différentes thématiques des Smart Cities (environnement, transports, efficacité énergétique, ...) au travers de 83 programmes entre 2014 et 2020, avec un budget de 27 milliards d'euros pour la France.

Une des thématiques majeures est celle de la transition énergétique et les objectifs 2020 qui supportent beaucoup d'actions prises dans les villes et sont l'enjeu central de la COP21 : réduire de 20% les émissions en CO², atteindre 20% d'énergies renouvelables et améliorer de 20% l'efficacité énergétique d'ici 2020. **La ville intelligente étant un des leviers incontournables pour y parvenir.**

La question autour de la nouvelle Politique Industrielle Européenne est de savoir si l'Europe a la volonté de développer une filière industrielle dédiée avec un fonds propre aux Smart Cities et/ou de favoriser un déploiement plus rapide des villes intelligentes par la création d'un Centre Unique qui faciliterait la transversalité et l'accès par les entreprises aux financements européens. Ceci dans un contexte spécifique français de contraintes financières lourdes sur les collectivités territoriales suite à la décision de l'Etat de réduire fortement et très rapidement sa contribution (DGF) aux collectivités.

Dans le cadre de la filière emploi local, si l'emphase est portée sur les start-ups, il y a un risque de répliquabilité difficile et si l'emphase est mise sur les grands groupes alors il y a un risque de dilution des effets par rapport à des ressources localisées sur le continent européen.

Quoi qu'il en soit, la part couverte par l'appel à projets « H2020 Smart Community 1 » ne finance que pour 26% de ses apports le secteur privé, alors que nous savons que par nature des projets, le retour sur investissement est très long.

Chez IBM, nous avons eu l'occasion de travailler sur ces calls européens, en gagnant par exemple en 2014 un appel d'offre avec Stockholm.

Néanmoins, la construction des consortiums et la réponse à ces appels à projets présentent une forte complexité avec une faible chance de gagner, ce qui a poussé de nombreuses collectivités à ne pas postuler en 2015.

Concernant les fonds FEDER qui représentent tout de même 8,3 milliards d'euros pour la France, leur manque de visibilité est un frein dans le développement de nouveaux projets. Des efforts de communication et de clarté sur le mode d'utilisation des différents fonds possibles sont nécessaires pour encourager la création de nouveaux usages autour des Smart Cities.

En conclusion, il nous paraît fondamental que la Commission Européenne **adopte les recommandations de l'avis d'initiatives proposé** l'été dernier, qui permettrait d'accélérer le « **passage à l'échelle** » qui nous avait été proposé de discuter lors de cette table ronde.

Une telle accélération favoriserait la croissance économique et l'amélioration de la qualité de vie de tous dans les espaces urbains.

Il est en effet judicieux de simplifier les programmes et les démarches dans le montage des dossiers, de focaliser les moyens, d'impliquer les citoyens dans la construction de nouveaux usages qui leur sont destinés, d'accélérer la coopération entre les villes par un échange de « Best Practices » et de se focaliser sur la répliquabilité des modèles économiques, tout en tenant compte de l'Histoire de chaque ville.

L'avis d'initiatives qui nous a été présenté par Daniela Rondinelli, rapporteuse de l'avis d'initiatives, présenté le 7 juillet 2015 à la Commission Européenne, présente parfaitement l'importance des Smart Cities dans la construction de cette nouvelle Politique Industrielle Européenne par un modèle intégré et holistique.

Et cette thématique nous paraît suffisamment porteuse d'avenir pour les citoyens européens dans leurs quotidiens pour justifier un axe spécifique de fonds ou de « guichet unique ».

Philippe SAJHAU